

info**M**atin

400 Fcfa

2^e année

Quotidien

L'actualité autrement

Gouvernement

Zoom sur **les 14 miraculés**

du 02 mars 2018



Pp.2-3

Enseignement supérieur

Paul Biya ordonne le recrutement spécial de 2000 enseignants

D'après un communiqué de presse signé hier du ministre Sg/Pr, Ferdinand Ngoh Ngoh, cette décision présidentielle concerne les titulaires de doctorat Phd et s'étale sur 03 ans.

P.4

Communication électronique

305 milliards investis dans le secteur en 2017

P.8

Clubs mythiques camerounais

Deux décennies de mal-être

Pp.5-7

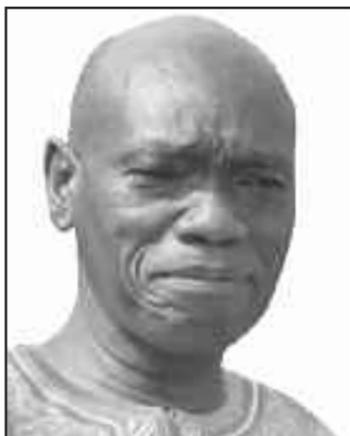
GOUVERNEMENT

L'armée des bras cassés attend le remaniement

Ils sont parfois inexistantes dans le décor, souvent incompetents ou tout simplement à la place des autres. Au sein de l'exécutif camerounais, ils sont nombreux, ces gestionnaires dont les compatriotes ignorent jusqu'au nom, tant ils n'ont jamais marqué de leur empreinte leur passage aux affaires. Au moment où la rumeur d'un vaste mouvement gouvernemental se fait insistante, votre quotidien, sans être exhaustif, s'arrête un instant sur quelques une de ces figures effacées, guettées par la justice ou simplement incompetentes.

Cédric Mbida

Henri Eyebe Ayissi



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) est un véritable rescapé du remaniement gouvernemental du 2 mars 2018. À la tête de ce département ministériel, où il règne sans discontinuer depuis le 2 octobre 2015, M. Eyebe Ayissi ne semble pas briller davantage par son œuvre. L'implémentation de l'agriculture de seconde génération est aujourd'hui dans l'impasse. Ou, plutôt, elle fleurit dans les discours du ministre et à travers l'inauguration des chrysanthèmes. Parti du ministère du Contrôle supérieur de l'État (Consupe) sous de gros soupçons de plagiat intellectuel au détriment d'un cadet, Eric Samuel Koua qui le tenait en estime, Henri Eyebe Ayissi, d'après des sources introduites, tient la boutique à distance. Toujours actifs, ses réseaux continueraient d'y sévir, sous ses directives. Dans cet autre département ministériel délégué à la

présidence de la République, l'homme avait la réputation d'instrumentaliser les dossiers pour régler des comptes. Comme avec la Lékié natale, ses positions de pouvoir sont autant d'occasions pour manipuler les consciences. Au sein du Rdpc, beaucoup d'observateurs qui retiennent leur souffle dans l'attente de la prochaine sortie de route du chef de la délégation permanente départementale du comité central, pensent que cet adepte de la surenchère politique agit plus en chef de clan qu'en rassembleur. Ici et là, on dénonce son arrogance, on fustige son égocentrisme. On le dit à la fois ombrageux et vindicatif. Pour ses détracteurs, M. Eyebe Ayissi roule pour lui-même, et non pour Paul Biya. Réputé pour ses coups bas et ses intrigues, il est littéralement vomé par la base politique de son département d'origine.

Jean Claude Mbwentchou



Ministre de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu) depuis le 9 décembre 2011, Jean Claude Mbwentchou peut être considéré comme un gâchis, dans le domaine dont il a la charge. La gouvernance de cet ingénieur polytechnicien, ex-coordonnateur national du Programme de gouvernance urbaine (Pgu), est marquée du sceau de la médiocrité. Il n'est, pour s'en convaincre, qu'à voir l'état des villes camerounaises, un pays qui s'appête à accueillir la plus grande fête du football africain. Le budget de son département pour l'exercice 2018, d'un montant de 92,70 milliards de francs, était placé sous le signe la modernisation des principales métropoles du pays ainsi que le relèvement du niveau des infrastructures dans une trentaine de villes secondaires. S'agissant spécifiquement de la Can 2019, le Minhdu disposait cette année d'un programme dit de

développement des infrastructures de transport urbain, fort d'une enveloppe de plus de 26,189 milliards de francs. Ce à quoi il convient d'ajouter les multiples programmes financés par les partenaires au développement. Un simple coup d'œil circulaire permet pourtant de constater l'état de décrépitude continue des cités visées. Il en est ainsi des projets autoroutiers et de logements sociaux, sur lesquels le bilan est également calamiteux. Ce à quoi il convient d'ajouter sa gestion par trop tribale des admissions des jeunes Camerounais à l'École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (Eamau) de Lomé, au Togo.

Ernest Gwaboubou

Nommé par décret N° 2015/434/ du 02 octobre 2015 du chef de l'État, le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique peine toujours à prendre ses distances vis-à-vis de l'inertie. En 03 ans, le successeur d'Emmanuel Bondé ne s'y est jamais donné avec entrain. Pas d'annonces tonitruantes. Même le Plan directeur d'industrialisation (Pdi) adopté l'année dernière qui vise à concrétiser le statut de pays émergent, attend encore d'être matérialisé par des actions concrètes. L'agro-industrie, l'énergie et le numérique étant les secteurs d'activités clés, Ernest Gwaboubou n'arrive pas à susciter l'intérêt autour des plans stratégiques de référence et d'encourager l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre du Pdi. Aucun signe de vitalité visant à faciliter l'augmentation de la valeur ajoutée de la production locale, gagner des parts de marché tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ou encore à dégager un solde commercial positif. Du coup, il est à craindre qu'avec M. Gwaboubou, le Cameroun ne puisse relever le défi de la croissance et de l'emploi.



Yaouba Abdoulaye

Pas modeste pour un sou, son curriculum vitae comporte pas moins de 11 pages. Le document, concocté par ses propres soins, lui prête une «meilleure connaissance des hommes et de la bureaucratie camerounaise ainsi que des forces et faiblesses des administrations, des circuits de prise et de mise en œuvre des décisions». Comme passe-temps favori, il se fait fort de préciser : «Lecture ; Débat». Telle est la personnalité du ministre délégué aux Finances (Minfi), qui a successivement occupé les mêmes fonctions à la Planification, à la Programmation du développement et à l'Aménagement du territoire (Minpladp), puis à l'Économie, à la Planification et à l'Aménagement du territoire (Minepat).

Véritable amuseur public, il avait déjà créé la polémique sur ses aptitudes intellectuelles en 2010 lorsque, appelé à présenter les résultats du recensement général de la population, il fut totalement dans l'incapacité d'apporter la moindre lumière à ses interlocuteurs. C'est le même non moins coordonnateur du bureau exécutif du Conseil des élites du Diamaré qui, en septembre dernier à Maroua, fit plier de rire les participants à la cérémonie de présentation du livre «Pour le libéralisme communautaire» du président Paul Biya. Si on n'est même pas capable de prononcer le titre d'un ouvrage censé être votre bréviaire en matière d'action publique, on se demande ce qu'on fait aux affaires.



Youssef Hadidja Alim



Elle pantoufle à la tête de l'Éducation de base (Minedub) depuis 2009. Et depuis lors, c'est un concert de plaintes qui fuse de ce département ministériel. Tripatouillages dans le recrutement des instituteurs dans la fonction publique, contestations, différends avec des collaborateurs, tout y passe. Rendue plusieurs fois responsable des manquements dans les opérations de contractualisation d'instituteurs, l'action néfaste de Youssef Hadidja Alim agace au plus haut point les partenaires au développement, qui s'empressent de moins en moins à financer le secteur. Sa gouvernance, sous des relents de gabegie, est surveillée comme de l'huile sur le feu par le Contrôle supérieur de l'État (Consupe), s'agissant notamment de la gestion jugée peu orthodoxe des fonds issus du Contrat de désendettement pour le développement (CD2).

Marie Thérèse Abena Ondo



Elle fera bientôt 10 ans au gouvernement. Quasiment invisible tout au long de l'année, ministre de la Promotion de la femme et de la famille (Minproff), Marie Thérèse Abena Ondo, retrouve de l'activité à la veille de chaque Journée internationale de la femme, le 8-Mars. Il en est ainsi depuis en 2009, pour cette pédiatre et ex-directeur de l'hôpital central de Yaoundé. Par contre, après avoir célébré plusieurs fois des mariages collectifs, on ne l'entend pratiquement jamais sur le chapitre des violences faites aux femmes, du Code de la famille, des mutilations génitales féminines, de l'entrepreneuriat féminin, des déviances sexuelles, de l'égalité des genres, etc. Ce ne sont pas les chantiers qui manquent, mais la cheffe de département semble littéralement dépassée par les événements.

Jacqueline Koung à Bessiké

Elle aura été, de tous ses prédécesseurs réunis, celle qui a provoqué le plus de plaintes contre l'État du Cameroun, et fait perdre des centaines de millions de francs aux caisses publiques en guise de dédommagements. Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières (Mindcaf), Jacqueline Koung à Bessiké, nommée le 9 décembre 2011, est considérée par beaucoup comme une femme fatale, tant la seule évocation de son nom est synonyme de scandale(s). À l'origine de plusieurs conflits fonciers (accaparement de terres, abus de pouvoir, entorses à la réglementation, etc.) à travers le pays, elle a suscité, en février 2017, cette mise en garde du premier président de la Cour suprême, Daniel Mekobe Sone : «(...) les problèmes fonciers sont les plus récurrents au Cameroun. Ainsi, un même terrain fait l'objet de plusieurs titres fonciers délivrés par les mêmes services : retrait d'un titre

foncier, 50 ans après son établissement ; des individus qui se font délivrer un titre foncier sur des hectares de terrain où sont installées des populations depuis des décennies. Les problèmes fonciers sont en grande partie à l'origine des conflits violents troublant l'ordre public.»

Mais la Mindcaf reste manifestement droite dans ses bottes et sourde à tout appel à la raison. Pire : en dehors des annonces soporifiques et des discours creux, cette dame n'a, depuis son entrée au gouvernement, rien entrepris pour faciliter l'accès de ses concitoyens à la propriété foncière.



Pauline Irène Nguene



Depuis sa nomination aux Affaires sociales le 2 octobre 2015, c'est toujours la navigation à vue. Les mêmes maux perdurent. La protection sociale de l'enfance, des personnes âgées et des handicapés; la prévention et le traitement de la délinquance juvénile et de l'inadaptation sociale; la facilitation de la réinsertion sociale et la lutte contre les exclusions, ainsi que la solidarité nationale demeurent au stade des discours. Pourtant, certains observateurs avaient bien accueilli le départ de son prédécesseur Catherine

Bakang Mbock, qu'ils jugeaient assez inerte face aux situations devant lesquelles la réaction du Minas était naturellement attendue. Pauline Irène Nguene n'a pas fait mieux que de décevoir ceux qui avaient cru en elle. Dès sa prise de fonction, apprend-on, elle a délégué les tâches les plus importantes à ses collaborateurs. Le rôle de Mme la ministre s'est réduit aux lançements des journées mondiales. Tout le reste de l'année, le département ministériel tourne en rond. Le sempiternel problème de l'intégration des personnes handicapées reste un problème que le Minas a relayé à d'autres calendres. Quant au phénomène des enfants de la rue, il prend de plus en plus une ampleur incontrôlable. Comme pour dire, Pauline Irène Nguene a déjà signé son arrêt de mort.

Pierre Ismaël Bidoung Mpkatt



À la fois lassant et pédant, le ministre des Sports et de l'Éducation physique (Minsep) semble convaincu qu'on peut durer aux affaires en gesticulant, en phrasant à satiété et en citant Paul Biya à tous les discours. Pierre Ismaël Bidoung Mpkatt s'en donne donc à cœur joie. Il est d'abord, et surtout, ministre du football. Les autres disciplines n'ont qu'à se débrouiller.

Revenu le 2 octobre 2015, après y avoir été de 2000 à 2004, le Minsep est tellement envahissant qu'il a fini par agacer les responsables de la Confédération africaine de football (Caf), qui l'évitent comme la peste lors de leurs visites au Cameroun dans le cadre de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football 2019. À plusieurs reprises aussi, l'omnipotent a été cité avec insistance dans le retard accusé par le pays dans la réalisation des infrastructures devant abriter la compétition. Spécialiste du copinage tous azimuts, «Mini pam-pam» a également placé nombre de proches dans les différentes commissions d'organisation de la même épreuve, après avoir usé des mêmes méthodes lors de la Can dames de 2016.



Hele Pierre

Ils ne doivent pas être bien nombreux, les citoyens pouvant dire le nom du ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (Minepded). Hele Pierre est pourtant là depuis le 8 décembre 2004. Il avait déjà officié, toujours avec la même discrétion et la même inactivité, à l'Urbanisme et à l'Habitat dès le 7 décembre 1997, puis au Tourisme de mars 2000 à sa mutation à son poste actuel.

Hele Pierre est pourtant aux affaires depuis février 1984, lorsqu'il est nommé vice-ministre des Finances puis comme ministre de l'Éducation nationale. On lui reconnaît également une certaine sédentarité politique, lui qui, haut cadre de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), est rapidement passé au Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, au pouvoir) lorsque la première opportunité de maintien au gouvernement s'est présentée. C'est parfois à ces petits calculs alimentaires que l'on reconnaît les grands hommes...

Zacharie Perevet



Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle s'est lui-même trouvé un emploi à durée indéterminée : membre du gouvernement, qu'il n'a pas quitté depuis 1992. Pour le reste, rien à signaler. «Le chômage dans notre pays est structurel. Il n'est pas lié à la conjoncture. Il y a le chômage au Cameroun parce que nous n'avons mis assez tôt, l'accent sur la professionnalisation dans les formations. Nous avons passé le temps à former des diplômés en lieu et place des jeunes pour l'auto emploi», expliquait-il en mai dernier. Sans pour autant préciser ce qu'il a concrètement réalisé contre ce phénomène depuis le 8 décembre 2004, et son arrivée à la tête du Minefop.

Toujours est-il que la débrouillardise ne s'est jamais aussi bien portée, surtout chez les jeunes Camerounais.

Accusé de tribalisme et de favoritisme, Zacharie Perevet fait également l'unanimité contre lui au sein de la section du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, au pouvoir) pour le Mayo-Tsanaga. D'où des déchirements permanents entre élites. Bon blagueur à ses heures, cet homme à l'élocution pénible, ingénieur agronome à ses heures, semble pour l'instant en terrain inconnu au Minefop.

Dibong née Biyong Marie Rose



Avant sa nomination au poste de secrétaire d'État au ministère de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu), le 9 décembre 2011, elle avait passé un peu plus de 10 ans comme directeur général adjoint du Crédit foncier du Cameroun (Cfc). Plus avant, on a aussi connu Marie-Rose Dibong sous la casquette de conseiller technique au ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat. C'est dire si la dame, née Biyong, était considérée comme en terrain de connaissance. Sauf que c'est tout le contraire que constatent aujourd'hui les observateurs. C'est que Mme Dibong, aujourd'hui aux affaires pour le compte de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), dont elle est présidente du Mouvement des femmes, est complètement effacée dans le décor, juste à côté de son très remuant et maladroit ministre Jean Claude Mbwentchou. Présidente de la commission en charge d'arrêter et proposer, au gouvernement, les modalités d'éligibilité et de vente des 1675 premiers logements sociaux construits à Olembé (Yaoundé), dans le cadre du projet gouvernemental de 10.000 logements à l'horizon 2015, elle a sagement gardé le silence lorsque le scandale a éclaté, avec l'attribution controversée des dites maisons sur fond de clientélisme.

À titre personnel, Dibong née Biyong Marie Rose a été, le 3 juillet 2012, expulsée par décision de justice d'un logement qu'elle louait dans la capitale française, alors une dame qui avait couvert son loyer voyait ses comptes bancaires saisis. Le tribunal d'instance de Paris lui a ainsi ordonné de «libérer les lieux loués de tous occupants et de tous biens de son chef», avec de lourdes condamnations pécuniaires à la clé.

Abba Sadou



Le secteur des marchés publics est demeuré le plus sensible au phénomène de la corruption, particulièrement au Cameroun. Les sondages montrent que le secteur des Marchés publics constitue le secteur dans lequel les pots-de-vin ont le plus cours. En effet, en raison de leur taille et de leur complexité, les marchés publics sont l'une des activités des administrations publiques les plus exposées aux maux qui minent le fonctionnement des administrations publiques, avec notamment la corruption et laxisme. Un rapport de la Commission nationale anti-corruption (Conac) de 2016 souligne d'ailleurs que le taux de corruption dans ce domaine au Cameroun est

de 75%. Cette prédominance de la corruption dans les marchés publics a pour conséquence, la non-exécution ou la mauvaise exécution des commandes publiques contractées à travers les procédures habituelles de Marchés publics. La sous-consommation des crédits alloués est ainsi devenue la règle. En lieu et place de la transparence et la performance fortement recherchées dans l'administration publique, l'attribution des marchés publics aux petits amis et parents n'ayant aucune expérience en la matière ne fait qu'enrichir les fonctionnaires et les opérateurs économiques (ou maîtres d'œuvre) véreux. Au bout du compte, c'est l'État et les populations qui s'en trouvent pénalisés. Et les chances pour l'émergence du pays davantage éloignées.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Paul Biya ordonne le recrutement spécial de 2000 enseignants

D'après un communiqué de presse signé hier du ministre secrétaire général de la présidence de la République (Sg/Pr), cette décision présidentielle concerne les titulaires de doctorat Phd et s'étale sur 03 ans.

Mamouda Labaran

2000 enseignants titulaires d'un Phd résidant au Cameroun comme ceux de la diaspora seront recrutés dans les universités d'État camerounaises. C'est la quintessence du communiqué de presse daté du 13 novembre de Ferdinand Ngoh Ngoh. À en croire le document signé du ministre Sg/Pr, ce recrutement spécial s'étalera sur une période de 03 ans à compter de l'exercice 2019, soit 1000 enseignants en 2019, 500 enseignants en 2020 et 500 en 2021. «La décision du chef de l'État qui apporte une réponse concrète aux besoins pressants des universités d'État en matière d'enseignants, notamment avec la création ces dernières années de plusieurs nouveaux établissements, procède de son souci constant de promouvoir le développement du secteur de l'enseignement supérieur. Elle relève également de sa détermination à tenir ses engagements à l'égard de la jeunesse camerounaise, de l'intérieur et de la diaspora.», souligne M. Ngoh Ngoh.

Promesse tenue. Qu'on se souvienne que dans son discours à la jeunesse, le 10 février 2016, Paul Biya avait rappelé que l'insertion économique des jeunes reste un souci constant. «Dans l'enseignement supérieur, les différents acteurs ont été mobilisés pour fournir progressivement, au marché de l'emploi, des ressources humaines répondant aux exigences



nouvelles. Les entreprises cherchent non pas simplement des diplômés, mais des travailleurs bien formés à des métiers précis, et sans cesse adaptés à l'évolution du monde», dit-il. Deux ans plus tard, la mécanique bien huilée du gouvernement commence à porter des fruits, avec des milliers de jeunes à qui l'occasion est donnée à nouveau aujourd'hui de s'employer.

Dans la même optique, l'on a encore frais en mémoire le recrutement dans la fonction publique en 2011, dans la

foulée de son allocution y afférente, de 25.000 jeunes diplômés. Cette opération, une des plus importantes de l'histoire des recrutements publics au Cameroun, tira du chômage un plus grand nombre encore de jeunes, leur octroyant une responsabilité, une autonomie financière et une sécurité sociale inespérées, qui plus est, dans un environnement économique peu généreux en emploi.

Par rapport au recrutement spécial de 2000 enseignants, il est utile de souligner qu'à la suite du

communiqué du ministre Sg/Pr, le patron de l'Enseignement supérieur Jacques Fame Ndongo a également signé hier un arrêté portant création de plusieurs départements au sein de l'université de Dschang, notamment dans la faculté d'agronomie et de sciences agricoles ; la faculté de lettres et des sciences humaines ; la faculté de médecine et de sciences pharmaceutiques ; la faculté des sciences économiques et de gestion ; ainsi qu'à la faculté de sciences juridiques et politiques. Rappelons qu'à l'université de Dschang, pour la seule année académique 2017-2018, 109 thèses de Phd ont été soutenues. Le recteur de cette institution universitaire, le Pr Roger Tsafack Nanfosso a décidé de lever les verrous qui empêchaient les étudiants de soutenir dans les délais raisonnables leurs thèses de doctorat. En juillet dernier, l'Uds a reçu 33 milliards de Fcfa des partenaires privés, fonds qui permettront la réalisation de 10 000 logements estudiantins, mais aussi à l'institution de créer en son sein, un espace d'agro-business comportant des fermes avicoles, des fermes pour l'élevage porcin, des étangs piscicoles seront réalisés à Penka Michel avec la dernière technologie de pointe. Un dispositif qui va accompagner le travail des chercheurs, la formation des ingénieurs, et permettre à l'université de mettre sur le marché, des produits de qualité aux normes internationales.

RÉSISTANCES AUX ANTIBIOTIQUES

Le phénomène inquiète les pouvoirs publics

Le ministère de la Santé publique (Minsante) organise une série d'activités à Yaoundé, à l'occasion de la semaine mondiale pour le bon usage des antibiotiques, en vue de sensibiliser les populations sur les dangers liés à l'usage irresponsable de ces médicaments.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

La résistance aux antibiotiques dans le domaine de la médecine est considérée comme une étape vers l'impasse thérapeutique. Elle conduit à des hospitalisations prolongées et à une hausse de la mortalité. Le phénomène peut être naturel ou dû à l'excès de prise de médicaments de cette nature, par automédication, ou l'usage des remèdes contrefaits. C'est pourquoi dans le cadre des activités marquant la semaine mondiale pour l'utilisation responsable des antibiotiques, le ministère de la Santé publique (Minsante) a organisé une conférence lundi, 12 novembre sur le thème : «préservons les antibiotiques». L'objectif était de souligner les enjeux du bon usage des antibiotiques et leur impact sur la santé humaine. D'après les spécialistes, les antibiotiques provoquent la résistance aux bactéries et deviennent dangereux lorsqu'ils sont mal utilisés ou mal administrés. Selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms), cette résistance est aujourd'hui l'une des plus graves menaces pour la santé mondiale, la sécurité alimentaire et le développement humain. La résistance aux antibiotiques ou antimicrobiens d'après elle, pourrait provoquer la



mort de près de quatre millions de personnes en Afrique d'ici 2050. Face à l'ampleur du problème, le ministère de la santé publique a engagé des actions de riposte, notamment l'élaboration et l'adoption du plan national de lutte contre la résistance aux antimicrobiens en juillet 2018. «Le premier objectif de notre plan national est d'améliorer la prise de conscience et la compréhension de la

résistance aux antimicrobiens grâce à une communication, une sensibilisation et une éducation efficace.» a rappelé André Mama Fouda.

Implication. Le thème de la semaine mondiale pour le bon usage des antibiotiques édition 2018, invite à prescrire le bon antibiotique au bon patient, à la bonne dose et au bon

moment. En revenant sur ce dernier, Dr Mbwe Mpoh, spécialiste en pharmacovigilance précise qu'«il ne s'agit pas de sauver des antibiotiques, mais nous sauver nous-mêmes.» Aux populations, ce thème leur recommande d'éviter l'automédication, et ce conseil est valable sur le plan humain, environnemental et animal. D'après Médecins sans Frontières(Msf), les antibiotiques sont utilisés dans l'élevage comme éléments de croissance des animaux ; ce qui favorise l'insensibilité des germes qui sont transmis à l'Homme par voie alimentaire. Dans son bulletin d'information de mars à avril 2018, Msf révèle que le taux de mortalité des patients atteints de Bmr est de 18,7% tandis que celui des autres malades est de 8,7% à l'Extrême-Nord. D'où la nécessité de l'implication du ministère de l'Élevage, des pêches et des Industries animales, et celui de l'Environnement, de la protection de la nature et du Développement durable. La semaine s'achève le 18 novembre et sera meublée par des tables rondes et les campagnes de sensibilisation dans les districts de santé entre autres.

CLUBS MYTHIQUES CAMEROUNAIS

Deux décennies de mal-être

Il fut une époque où le sport camerounais était animé. Les supporters prenaient d'assaut les stades avec enthousiasme. Les avant-rencontres elles mêmes donnaient déjà le ton bouillonnant et appétissant, avant le début de la rencontre. Le Cameroun était constamment représenté par le Canon de Yaoundé, l'Union de Douala, le Tonnerre Kalara Club de Yaoundé etc. Les deux premières coupes organisées par la Caf furent remportées respectivement par l'Oryx de Douala au Ghana face à un club ghanéen en 1965 pour le compte de la coupe d'Afrique des clubs champions aujourd'hui Champions League africaine. En 1976, le Tkc remporte le premier trophée de la coupe de vainqueur de coupe, appelée aujourd'hui coupe de la Caf. Mais ça, c'était avant. En effet, depuis quelques années, le championnat de football (Elite one) est animé par des clubs dont les noms n'évoquent aucun fait

d'armes passé (Eding Sport, Apejes, Usm de Loum, Stade Renard, New Star ou encore Yosa). De l'avis des spécialistes, certains de ces clubs ont moins de 10 ans d'âge. Par contre en élite Two, l'on est surpris de retrouver Dynamo de Douala, Tonnerre Kalara Club de Yaoundé, Pwd de Bamenda, Tiko United, Panthère du Ndé et autre Canon Kpa kum (Mekok me ngonda), des clubs qui ont jadis animé le championnat d'élite du Cameroun. Comment en est-on arrivé là ? Alors que certains pointent du doigt les exigences du football moderne qui supposent des sources de financement, un budget conséquent, la mutation en entreprise, d'autres y voient des querelles intestines et l'incapacité de ces clubs à s'organiser. Bien plus, confient les observateurs, ces clubs mythiques ont généralement des problèmes de leadership car, aucun président n'arrive vraiment à s'imposer. Ils ont fait la fierté du

Cameroun, ils ont autrefois animé le championnat et permis au Cameroun de briller dans les compétitions africaines (coupe des vainqueurs de coupe devenus coupe de la confédération de la Caf, la coupe de la ligue autrefois coupe d'Afrique des clubs champions), aujourd'hui ils croulent plutôt sous le fardeau des manquements évoqués. La nostalgie qu'éprouvent les Camerounais et surtout les dirigeants du football a, selon des indiscretions, amené le président de la Ligue de football professionnel à programmer l'édition 2019 du championnat local avec 20 équipes en Elite one et 18 en Elite two. Nombreux ont vite fait de voir en cette décision une façon de repêcher certains des clubs mythiques. En référence, Infomatin de ce jour entend présenter le visage de ces clubs aujourd'hui, leur apogée, les raisons de leur déclin ainsi que les tentatives de relève, entre autres.

De mal en mal

Les clubs parmi les plus représentatifs du Cameroun notamment, Tonnerre Kalara club, Canon sportif tous de Yaoundé et Dynamo de Douala se sont illustrés ces dernières années par des crises intestines au sein de leurs administrations.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

Les conflits de leadership animent ces formations qui sur le plan sportif peinent à reprendre leur lettre de noblesse d'antan. Les clubs favoris des années 70 et 80 ont du mal à maintenir leur présence parmi les clubs d'Elite 1. Le Canon sportif est repêché en première division pour la saison à venir grâce à une décision jugée par les uns et les autres comme du favoritisme. En effet, le président de la Ligue de football professionnel du Cameroun a dévoilé que le championnat de première division 2018-2019 verra la participation de 20 équipes au lieu de 18. Le Canon qui n'a pas pu se qualifier pour accéder à la division supérieure lors de la saison précédente car classé 4e sera l'un des principaux bénéficiaires de cette mesure. En ce qui concerne son voisin le Tonnerre Kalara club, l'autre ancien champion d'Afrique, il remonte en première division cette saison (classé 3e au terme du championnat Elite Two 2018) après avoir passé 4 ans en ligue 2 (depuis la saison 2013-2014). Avec la dernière finale de Coupe du Cameroun de football disputée et perdue le 22 décembre 2013 contre Yong Sport Academy de Bamenda, l'on avait espéré que cette équipe capitaliserait cette performance qui n'était plus arrivée depuis 15 ans, pour se maintenir au sommet du football au Cameroun. Mais s'en sont suivies des guerres de leadership, mésestime des textes et statuts, mouvements



d'humeur, appel au soulèvement des supporters, conspiration, batailles de clans sans oublier les crises internes qui ont impacté profondément la performance de l'équipe. Une crise naît le 27 novembre 2016 au sein du Tonnerre au cours de l'assemblée générale du club. En désaccord avec certains membres, le président sortant, feu Onambélé Zibi, quitte la salle des travaux qui se

poursuivent sans lui. Un nouveau bureau sera élu, mais le patriarche ne reconnaîtra aucune légitimité à Achille Essomba Mani, son président. Onambélé Zibi organise une autre assemblée générale. Le désaccord prend des proportions au point où les deux camps, qui revendiquent la gestion du club de Mvog-Ada, créent chacun son équipe qu'il fait venir sur le terrain lors de la première journée

du championnat. Le Tonnerre a été ainsi refoulé sur les terrains hors de Yaoundé et les joueurs ont passé des mois sans mise au vert et ayant accumulé les matches de championnat jusqu'à l'intervention du ministre des sports et de l'éducation physique, Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt, sur instruction du premier ministre Philemon Yang. Il réunit le président de la Ligue, le président de la Fédération camerounaise de football et les deux dirigeants des deux factions de Tonnerre de Yaoundé. Il ressort de cette réunion un accord qui prévoit la mise sur pied d'un comité provisoire de gestion. Chacune des parties a désigné 3 personnes comme membre constitutif du comité de gestion provisoire du Tkc. Le club Dynamo, 3 fois champion du Cameroun, est aussi gangrené par des troubles internes. En mai, le Conseil des Sages a décidé de récupérer l'équipe au président par interim Isaac Sinkot. Tout sera désormais décidé par ce conseil que d'aucun accuse d'être la source même de toutes les querelles au sein de ce club. Avant-dernier du championnat de la MTN Elite Two, le club connaît un début de saison catastrophique avec 2 victoires, 4 nuls pour 9 défaites. Des performances pauvres qui annonçaient une saison difficile. Le club a échappé à la relégation en terminant la saison 9e au classement avec 34 points.

L'apogée des mythiques

Le championnat camerounais a fait rêver tout le pays avec une succession de joueurs galactiques évoluant dans des clubs remarquables.

J. Makon.

Le désengagement de l'État

Dans ces batailles de leadership qui se livrent au sein des clubs mythiques notamment le Canon de Yaoundé, le Tonnerre Kalara Club (Tkc) ou Dynamo de Douala, l'État prône le retour à l'ordre sans intervenir de manière directe. Après la crise née lors de l'assemblée générale de 2016 au Tkc, notamment l'élection de deux bureaux, deux présidents et la formation de deux équipes, et malgré des altercations verbales, la violence maîtrisée par les forces de l'ordre, la mesure directe a été celle du sous préfet de Yaoundé 3 interdisant les rencontres de l'équipe dans sa circonscription. De même, les joueurs sans licence de la faction de l'un des présidents Essomba Mani, ont pris part aux rencontres sans qu'aucune mesure ne soit prise à cet égard. Cette situation a créé des perturbations au niveau du championnat local, car de nombreuses rencontres avaient été reportées. Le ministre des Sports et de l'Éducation physique sur ordre du premier ministre a réuni les parties directement impliquées afin de trouver un terrain d'entente. À la fin, un Comité de gestion provisoire a été mis sur pieds. La ligue elle aussi, lors de son assemblée générale d'avril 2017, a interdit à son président d'intervenir dans les affaires internes des clubs. «L'assemblée générale demande à la Ligue de ne plus s'immiscer dans les affaires internes des clubs conformément à l'article 17 de ses statuts». Souvent accusé de connaître des retards de paiement des salaires des joueurs et des entraîneurs, les clubs qui ont autrefois fait la fierté de la nation ne reçoivent pas un traitement particulier et fonctionnent comme tous les autres clubs. Ils doivent trouver des solutions à leurs nombreux problèmes de leadership. En ce qui concerne le financement quotidien des différents clubs, l'État n'intervient plus. C'est plutôt la Fecafoot qui se charge d'avoir un droit de regard sur les licences, sur les litiges sportifs des clubs.

Corine Ewolo
(stagiaire)

Le football fait son apparition au Cameroun au lendemain de la première guerre mondiale qui marque le début de la double tutelle occidentale dans le pays à savoir la France et l'Angleterre. Deux noms sont connus dans l'implantation du Football au pays à savoir : Charles Lalanne, instituteur et commerçant installé à Douala en 1918, et George Goethe, agent commercial et photographe Sierra-léonais qui fonda, à la demande de son employeur, le Club athlétique du Cameroun (Cac) en 1924. À la suite du Cac, plusieurs Clubs sont créés. En septembre-octobre 1950, une sélection de joueurs camerounais fait une tournée en France et dispute notamment un match face à un club français qui verra la victoire du club de Nice par un score de 2 contre 3. De cette bonne prestation, les premiers joueurs camerounais seront sollicités pour évoluer dans le championnat français. Zacharie Noah, Samuel Edimo, Frédéric Ndoumbé, Gabriel Abessolo en seront les précurseurs.

Consécration des mythiques. Après la première vague des professionnels, il sera créé une fédération camerounaise de football. De 1960 à 1980, un championnat sera mis sur pied avec obtention d'une affiliation à la fédération internationale de football association (Fifa). La victoire de l'Oryx de Douala lors de la première édition de la coupe des clubs africains en 1964 va présager des lendemains meilleurs pour les clubs du terroir. Quelques années plus tard (1970), le Cameroun se qualifie pour la première fois à la coupe d'Afrique des nations en battant l'Ouganda et la Zambie. L'équipe qualifiée sera dominée de mains de maître par les mythiques à savoir Canon de Yaoundé et l'Oryx de Douala. Deux ans plus tard, le Cameroun organisera à son tour sa première coupe d'Afrique de football - et il faut le souligner -, l'équipe nationale sera essentiellement constituée des joueurs d'Oryx, Union de Douala, Canon de Yaoundé et Tonnerre Kalara club de Yaoundé. Dans les années 80, Canon sportif de Yaoundé, Tonnerre Kalara de Yaoundé, Oryx de Douala, Union de Douala, Dynamo de Douala, Caïman de Douala, Prison Buea, Fédéral de Fouban, Racing de Bafoussam, Unisport de Bafang, prévoyance de Yaoundé, Diamant de Yaoundé, etc. sont ces clubs mythiques constitués de joueurs galactiques qui ont fait vibrer le championnat national, dont le professionnalisme ne souffrait d'aucune contestation. Les derbys entre ces clubs étaient



de vrais coups de gueule car les stades étaient pleins aux as, à tel point que les recettes des matchs avoisinaient la rondelette somme de 100 millions. Tout le monde à cette époque était capable de donner les onze entrants de chaque équipe constituée de super stars (Milla, Abega,

Awoudou, Joseph Antoine Bell, Nlend Simon, Mvé Emmanuel, Nkono, J.P Akono, Ndoumbe Lea, etc). Idem dans le football féminin dont les clubs Loréma, Nufi Forestière, Caiman fille, Canon fille, etc., ont produit des joueuses charismatiques. Pendant plus de trois

décennies, le championnat camerounais a été dominé par ces clubs mythiques dont les présidents ont investi des fortunes, allant même jusqu'à l'appauvrissement de ceux-ci au nom de la passion.

Une évolution en dents de scie

Malgré la longue traversée du désert, certains clubs mythiques de football camerounais tentent en vain de renaître de leurs cendres.

Annette Mindjié
(stagiaire)

Canon de Yaoundé, Coton sport de Garoua, Union de Douala et Tonnerre Kalara Club sont les clubs de football les plus titrés au Cameroun qui ont à une certaine époque, investi l'espace footballistique, en se hissant entre autres comme des formations de référence. Aujourd'hui, ils trouvent plutôt écho dans la contre performance. De l'avis de certains observateurs, cela n'est que le reflet du football national dans sa globalité. Cet angle de lecture, malheureusement, vulgarise le constat triste d'une crise de performance, d'organisation et de management. Sinon comment comprendre les rivalités entretenues dans un club comme le Canon de Yaoundé ? Que dire du Tonnerre Kalara club engagé dans un processus de guerre clanique qui pourrait déboucher sur une mort probable ? Racing de Bafoussam et Canon, aujourd'hui bataillent dans les profondeurs du classement et passent à un moment l'Elite One et l'Elite Two, puis l'inverse et parfois à la ligue régionale.



Il faut cependant noter que le déclin de ces grands clubs a aussi vu émerger certains nouveaux et d'autres qui ont passé le cap pour désormais jouer dans la cour des grands en Elite One. Leur performance au regard du niveau actuel du football national et des caciques, n'est véritablement pas à plaindre. Un regard panoramique dans les archives des 2 dernières saisons met justement en exergue, la montée en puissance, du moins, la volonté affichée des nouveaux clubs, de se frayer un chemin, de se tailler une place, et de choix, qui plus est, sur l'échiquier national. C'est le cas par exemple de l'Ums de Loum, champion

nouveau du Cameroun en 2016, à sa première saison disputée en l'élite one, tandis qu'Apejes de Mfou s'octroyait la coupe du Cameroun en 2016, ce club qui est pourtant sorti de nulle part. L'appétit venant en mangeant, les bleus vont imposer le rythme et maintenir la cadence en 2017 avec cette fois, Eding sport de la Lékié, sacré champion, et New Stars, vainqueur de la coupe du Cameroun face à Ums de Loum, encore aux aguets. Alors peut être s'agit-il simplement de l'avènement d'une nouvelle ère dans le football national, avec la chute des classiques (qui tentent de se relever tant bien que mal) et l'affirmation des nouveaux loups.

Que deviennent-ils ?

Les clubs mythiques qui d'antan faisaient trembler, ont cessé d'impressionner.

Rosine Elong
(stagiaire)

Depuis plusieurs années déjà, le championnat de football camerounais est gouverné par de tous nouveaux clubs, qui pour la plupart, ont moins de dix ans d'ancienneté (Eding sport, Apejes de Mfou, Usm de Loum, Stade Renard, New Star ou encore Yosa). Pourtant, des clubs tels que Tonnerre Kalara Club (Tkc) de Yaoundé, Dynamo de Douala, Panthère du Ndé, Pwd de Bamenda, Tiko United, Union de Douala, Aigle de Dschang devenu Aigle de la Menoua, Canon de Yaoundé, Oryx, pour ne citer que ceux-là, ne se font plus entendre, et ont cessé de faire trembler les adversaires. Ces portes étendards, qui jadis redoraient le blason de la nation, tombent pratiquement aux oubliettes. On peut citer en l'occurrence, Oryx de Douala, qui a remporté en 1965 au Ghana, la toute première coupe organisée par la Caf ; et le Tkc, qui décrocha en 1976 le premier trophée de la coupe de



vainqueur de coupe, appelée aujourd'hui coupe de la Caf.

Les causes de la chute. Le football professionnel, notons-le, a des exigences aujourd'hui, que plusieurs de ces clubs n'arrivent pas à tenir : le passage de simple association à

société anonyme avec un conseil d'administration afin d'ouvrir la voix aux potentiels investisseurs, un certain standing et des conditions favorables pour le staff (une rémunération stable et plafonnée pour les joueurs, affiliation à la Cnps, coachs

professionnels...). La modernisation du football professionnel nécessite ainsi d'importants financements, une équipe soudée et permanente. Ce qui n'est pas le cas pour ces clubs mythiques, qui continuent de fonctionner en associations familiales et/ou amicales. Depuis plus de cinq années, apprend-on, le Canon ainsi que le Tkc, affilient deux équipes chacun ; et il revient à la Fecafoot de jouer le rôle de réconciliateur, afin de parvenir à la mise en place d'une seule équipe avec une seule direction. Dans la même lancée, la Panthère du Ndé s'est caractérisée cette saison elle aussi par son bicéphalisme, risquant l'exclusion du championnat Mtn elite two à cause du retard accusé dans son affiliation ; deux groupes dirigeants se disputaient sa gestion lors de l'intersaison, ce qui a empiété sur le bon déroulement des différentes rencontres, apprend-on. Selon certains témoignages, les joueurs perçoivent rarement leurs primes. Marie Chantal Toua Ebodé, experte en management public, pointe du doigt le non-respect de l'organigramme au sein des équipes dites professionnelles. Les clubs voient défilier en une année plusieurs entraîneurs, ce qui fragilise leur performance. Ces structures dégingolent non seulement à cause des problèmes de leadership et de financement, mais également de leur amateurisme flagrant. Aucun professionnalisme n'est pratiqué, on constate malheureusement encore et toujours, une gestion précaire et archaïque de ces différents clubs, une lutte des clans, et une insuffisance stridente de moyens matériels et financiers. À croire que le chemin vers une véritable professionnalisation et une résurrection est loin d'être parcouru.

Les défis de la professionnalisation

En 2010, suite aux états généraux du sport et de l'éducation physique tenus à Yaoundé, un atelier dédié au football avait recommandé la structuration des clubs, afin de rehausser les compétences des différents intervenants dans le domaine footballistique. En effet, le cahier de charges adopté par le Conseil d'administration de la Ligue de football professionnel du Cameroun (Lfpc) prévoyait que les clubs professionnels se transforment dès la saison 2012/2013 en véritables sociétés sportives. Mais aujourd'hui, la situation n'a guère évolué : l'on fait encore face à de l'amateurisme rendant ainsi les clubs médiocres. C'est pour dire en fait qu'il y a lieu de rendre effectif les exigences relatives à la professionnalisation. Dans la foulée, il y a lieu par exemple de mettre en œuvre une véritable politique de formation des joueurs ; tout comme il faut doter les clubs de bureaux servant de siège, entre autres mesures. Par ailleurs, d'autres volets doivent être améliorés, tels la traçabilité dans la procédure d'octroi des subventions, avec des contraintes que les parties sont tenues de respecter. Aussi, que les sommes destinées à la rémunération des joueurs soient effectivement versées en totalité. Dans ce même sillage, il est impérieux que les dirigeants des clubs mettent de côté leur égoïsme et placent l'intérêt des joueurs au centre des préoccupations. Au demeurant, il faut la mise sur pied d'un actionariat stable, apte à attirer les investisseurs... Il y a donc encore du chemin à faire en la matière, pour que les clubs camerounais soient efficaces et performants ; pourquoi pas tendre vers l'excellence, pour prétendre rattraper l'exemple européen.

Carole Oyono
(stagiaire)

Coton sport football Club, le modèle

Parmi la multitude de clubs que compte le milieu sportif camerounais, l'équipe des «verts et blancs» de Garoua réussit à maintenir le cap de meilleur club.

Nadège Fouejio
(stagiaire)

Sur près de 387 clubs répertoriés au Cameroun, Coton Sport football club de Garoua, originaire de la région du Nord, est la seule association sportive qui depuis sa création en 1986, montre une certaine constance dans son évolution malgré des débuts très laborieux. De l'avis des fans de football, c'est à partir de 1992 que le club mythique du Nord, n'a cessé de gravir les échelons. Selon ces derniers, cette constance est due à de nombreuses raisons. Tout d'abord, la volonté et la détermination de son équipe dirigeante qui entend renforcer son effectif professionnel et remporter pour la 7e fois la coupe du Cameroun. Cette quête passe par l'acquisition de nouveaux palmarès aussi bien à l'échelle nationale qu'africaine. C'est pourquoi, apprend-on, les encadreurs de l'équipe 15 fois championne du Cameroun, ne cessent d'injecter du sang neuf au sein du club, à travers le recrutement de nouveaux joueurs. Par ailleurs, en octobre dernier, cinq nouveaux joueurs ont enfilé le maillot vert-blanc du club de Garoua. Il est à noter que cette prospection des joueurs ou d'entraîneurs, va même au-delà de nos frontières. De ce fait, les encadreurs



entendent améliorer les performances de son équipe finaliste de la champions league de la Caf en 2008, qui bénéficie d'un centre technique de haut niveau. À en croire le président du club, Fernand Sadou, « Ces recrutements visent à améliorer les performances de Coton en Champions league africaine et à conserver son titre de champion d'Elite One. Nous avons ciblé les compartiments qui nécessitent des joueurs capables de nous permettre d'atteindre ces objectifs. » Comme autres raisons, qui concourent à hisser coton sport parmi les meilleurs clubs en vue au Cameroun, il y a l'organisation et le financement. En effet, le club de Garoua, dispose suffisamment de moyens pour se prendre en charge. Un budget conséquent par

rapport aux autres clubs, soit environ 500 millions de Fcfa. Pour ce qui est de son organisation, le Conseil d'administration avec à sa tête Gabriel Mairobé, est l'organe de délibération, qui a pour objet de définir les grandes lignes ; c'est-à-dire, préciser les objectifs annuels du club. Il essaie de voir dans quelles mesures améliorer le fonctionnement du club tant sur le plan des infrastructures, des structures administratives que sur le plan des ressources financières. Dans ce sens, il se charge de tout ce qui est études des projets rentables, en vue d'assurer l'autofinancement de Coton sport. Il s'occupe de tout ce qui est recherche de sponsoring pour compléter le financement de l'équipe et l'un des leaders est la Sodocoton.

COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE

305 milliards investis dans le secteur en 2017

Les chiffres sont de l'Agence de régulation des télécommunications (Art) dans un récent rapport intitulé : «Observatoire annuel 2017 du marché des communications électroniques».

Henri O. Bandolo

L'Agence de régulation des télécommunications vient de rendre public son rapport sur l'état de l'évolution du secteur des communications électroniques au Cameroun au cours de l'année 2017. Selon ce rapport, le montant global des investissements déclarés par les opérateurs de communications électroniques au Cameroun, au cours de l'année 2017 s'élève à 305,355 milliards de Fcfa (hors droits d'entrée et de renouvellement), en baisse de 23,85 % par rapport à son niveau de l'année 2016. «Ils sont essentiellement portés par les activités des opérateurs concessionnaires, dont les investissements culminent à plus de 98,45% du montant global des investissements réalisés dans le secteur au cours de l'année 2017.», constate le régulateur. D'après le document de l'Art dont Infomatin a reçu copie hier, les investissements des opérateurs titulaires de licences de 1ère catégorie (fournisseurs d'accès à internet) s'écroulent significativement de 61,52% en une année.

En revanche, après la baisse inédite enregistrée en 2016, le chiffre d'affaires du secteur a, pendant la période étudiée, renoué avec une croissance de 3,21% pour s'établir à 596.133 milliards Fcfa hors taxes, soit une hausse de 18,55 milliards Fcfa



en une année.

Dans le même secteur, signale l'Art, «l'évolution du nombre d'abonnés mobiles et Code division multiple access (Cdma) s'accélère en 2017 à 4,78% témoignant de la maîtrise par les opérateurs, des dispositions du décret n°2015/3759 du 03 septembre 2015 fixant les modalités d'identification des abonnés et des équipements terminaux des réseaux de communications électroniques. Il s'établit ainsi à 20,3 millions

d'abonnés (Cdma et mobile) représentant un taux de pénétration de la population, estimé à 87,46%, en progression de 1,82 point par rapport à 2016 (85,64%). Le parc filaire classique de Camtel connaît un accroissement rapide de 55,86% par rapport à son niveau de l'année 2016».

Évolution exponentielle du paiement sur mobile. Le parc des abonnés des réseaux mobiles (Mtn Cameroon,

Orange Cameroun, Viettel Cameroun), a atteint 19,7 millions d'unités en 2017, engrangeant ainsi 889.556 nouveaux abonnés par rapport à 2016. Quant au nombre d'abonnés internet, toutes technologies considérées (Wimax, internet mobile, Adsl...), il s'accroît lui aussi en 2017. En effet, en réalisant une progression de 2,39%, il engrange 193.487 nouveaux abonnés en une année pour s'établir à 8,27 millions d'abonnés. Selon le document de l'Art, il atteint désormais une proportion de 35,64% de la population nationale soit plus de 3 Camerounais sur 10 régulièrement connectés sur internet.

Les services de paiement sur mobile connaissent une évolution exponentielle en 2017 confirmant leur ancrage dans les usages des abonnés. Alors que le nombre d'abonnés atteint les 8 millions d'abonnés (+110,24%), le nombre de transactions en volume progresse de 288,96% pour s'établir à 106 millions de Sms. En moyenne un abonné aura donc été à l'origine de 13,25 transactions au cours de l'année 2017.

En revanche, le nombre d'emplois directs des opérateurs du secteur des télécommunications électroniques, soit 6725 personnels, s'est inscrit en régression de 6,29% par rapport à 2016, les emplois indirects étant quant à eux estimés à plus de 300.000 actifs en 2017.

HYDROCARBURES

La fraude sur les produits pétroliers baisse de 34%

La technique de marquage desdits produits et les visites inopinées dans les stations services en sont quelques unes des raisons.

Nadège Fouejio
(stagiaire)

Technique qui consiste à mélanger le pétrole lampant au super ou au gasoil pour booster leurs bénéfices, la fraude sur les produits pétroliers connaît de plus en plus une réduction substantielle. L'on apprend qu'elle est ainsi passée de 36% en 2011 à seulement 1,6% en 2018 soit une baisse drastique de 34%.

À en croire le ministère de l'Eau et de l'Énergie, cette baisse à la fraude sur les produits pétroliers dans les stations-service, est la résultante des actions coordonnées et menées par ledit ministère. Selon des sources internes au Minee, comme technique de lutte contre la fraude, il y a le marquage. Cette méthode consiste à teinter principalement le pétrole lampant, afin d'éviter tout mélange avec les autres produits incolores. Comme autre démarche entreprise par le ministère en charge des produits pétroliers, il y a les visites inopinées dans les stations services, indiquent les mêmes sources. En effet, les contrôles inopinés effectués quotidiennement dans les stations services par les agents publics ont contribué à faire reculer les pratiques jadis prisées par les gérants. Des pratiques qui, apprend-on, causent



des dommages importants aux moteurs des véhicules. À noter que la fraude est également vécue sur les produits pétroliers défiscalisés. En fait, certains marqueteurs prennent des produits dédiés à l'export qui ne sont pas taxés

et les commercialisent sur le marché national. De ce fait, apprend-on, des cuves se retrouvent dans les quartiers, les maisons, exposant ainsi les populations aux risques d'incendie et d'explosion.

Autres conséquences. Selon des sources bien introduites, lorsque le carburant est mélangé avec des produits de qualité inférieure, la qualité du carburant est altérée et par conséquent ne brûle plus complètement dans les machines et véhicules. Ceci conduit à une dépréciation plus rapide de ces véhicules et machines. De ce fait, l'argent qui aurait pu être utilisé pour des investissements rentables est plutôt perdu dans les frais de maintenance.

Par ailleurs, il faut relever que la dilution de l'essence avec les huiles usées peut avoir un sérieux impact négatif sur l'environnement. Avec le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre au menu des préoccupations à l'échelle planétaire, cet effet mérite une réelle attention. Un programme de marquage de carburant avec des marqueurs inoffensifs à l'environnement impacterait l'offre et la vente de produits pétroliers respectueux de l'environnement en réduisant le frelatage d'une part et maintiendrait une qualité élevée de ces produits d'autre part.

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Bientôt les réalisations du Pidacc au Cameroun

Un financement de 76 millions de dollars vient d'être approuvé par le Conseil d'administration de la Bad, en faveur de ce programme dont le pays fait partie des bénéficiaires.

Carole Oyono
(stagiaire)

Augmenter la production à partir de 280 millions de m3 d'eau agricole exploités par an ; produire en quantités supplémentaires 575 000 tonnes métriques de cultures, 9000 tonnes pour le poisson et 6000 tonnes pour la viande ; adapter le pays aux changements climatiques de façon à améliorer les conditions de vie de 500 000 femmes et jeunes ayant accès à des terres récupérables : ce sont là les différentes attentes du programme que le groupe de la Banque africaine de développement (Bad) entend implémenter dans les pays du bassin du Niger. Ce dernier, en dehors du Cameroun, comprend le Bénin, le Niger, le Burkina Faso, le Mali, le Nigéria, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Tchad. En effet, le 7 novembre, la somme a été approuvée pour le programme intégré de développement agricole et d'adaptation au changement climatique dans le Bassin du Niger (Pidaacc/Bn). Il s'agit



d'une partie d'un montant total évalué à 134 millions de dollars, de ce programme financé en même temps par les différents gouvernements, l'Union européenne, le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'investissement forestier et enfin le Fonds pour l'environnement mondial. Le fleuve Niger dont le bassin est partagé par 9 États d'Afrique de l'Ouest et

du Centre, remplit de multiples fonctions vitales au profit des populations riveraines et des économies des pays membres de l'Autorité du Bassin du Niger. Cependant, depuis déjà plusieurs décennies, l'on y observe une diminution des débits des cours d'eau, ainsi que leur ensablement. Des situations accentuées par l'aridification du climat. De même, la dégradation

généralisée des ressources naturelles dans le bassin, la destruction du couvert végétal et l'accentuation des divers types d'érosion (eau et vent) sont au rendez-vous. C'est cette réalité qui amène ainsi le groupe de la Bad à implémenter le programme Pidacc. Il faut le souligner, ce dernier intègre des sous-projets de développement de chaînes de valeur agricole (450 en tout). Il entend également renforcer la capacité d'adaptation d'un million de ménages aux changements climatiques, entre autres. Pour ce qui est du Cameroun, un rapport d'évaluation préliminaire des composantes-pays du programme a déjà été fait depuis 2017. Et la zone du projet couvre la région de l'Extrême-Nord (département du Mayo Tsanaga) et celle du Nord. Dans cette optique, des sites d'implémentation de chacune des activités du projet ont été retenus.

Brèves

EBOLOWA

Des bourses académiques octroyées aux étudiants

Elles viennent du sénateur Pierre François Menye Ondo, pour une somme totale d'environ 13 millions de francs Cfa, en vue de promouvoir l'excellence scolaire. En effet, 150 jeunes ont récemment bénéficié du paiement de leurs droits universitaires dans la région du Sud. Dans ce sillage, Felix Nguete Nguete, gouverneur de la région du Sud, a invité les autres parlementaires natifs de ladite région, à suivre cet exemple pour que ceux-ci soient véritablement des artisans de la mise en œuvre de la politique du président de la République en faveur de la jeunesse.

SECURITE ALIMENTAIRE

Une légumineuse résiliente développée par l'Irad

Du nom de Niébé, elle résiste aux insectes et maladies végétales comme le Cowpea aphid-borne mosaic virus (Cabmv), apprend-on. Par ailleurs, elle permet de lutter contre la malnutrition grâce à ses qualités nutritives inestimables ; car elle est riche en vitamines, en protéines et en minéraux essentiels. La culture fait partie des multiples semences améliorées de base de l'Institut de recherche agronomique pour le développement (Irad). Elle est mise à la disposition du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader), des sociétés de développement agro-industrielles et des organisations paysannes, entre autres.

FONDATION CARITAS CAMEROUN

Une quête en faveur des vulnérables

Elle court jusqu'au 24 novembre, en vue d'améliorer les conditions de vie de ces couches sociales dans le pays.

C. O
(stagiaire)

126 439 620 francs Cfa représentent le montant total de la collecte de fonds qui a été faite l'an passé pour la même cause. Et grâce à cet argent, des réalisations ont été faites, à l'instar de la construction/réhabilitation de 13 forages à Bafang (région de l'Ouest), Ebolowa (région du Sud), Bamenda (Nord-Ouest), entre autres villes du triangle national. Dans ce même sillage, une bananeraie a été mise sur pied à Bertoua ; une unité de transformation des fruits construite et équipée à Pouma par Edea ; un centre d'écoute, d'orientation et de formation des jeunes à l'auto-emploi de Messamendongo (à Yaoundé) ; des dizaines de latrines construites à Maroua ; des dons en médicaments, nourriture et produits de première nécessité aux personnes déplacées faits à Mamfe et aux Camerounais réfugiés au Nigéria. Cette embellie, l'église catholique entend la continuer par le biais de la Fondation Caritas Cameroun, son instrument de



pastorale sociale. En effet, après la première édition de collecte de fonds lancée en février 2017, celle de cette année qui a pris source jeudi dernier à Yaoundé, a la particularité de rendre compte aux donateurs. Sous le thème «La collecte de fonds au

service de l'église et de l'humanitaire. Innover la mobilisation des ressources financières dans l'église et rendre compte de leur utilisation», la cérémonie a été présidée par Mgr Jean Mbarga, archevêque métropolitain de Yaoundé.

À la lumière de la parole de Dieu, de l'enseignement social de l'église et des évêques, il est question ici de témoigner l'amour de Dieu en Jésus-Christ dans la fraternité et la solidarité envers tous, et surtout les pauvres. Puisqu'il faut le relever, une kyrielle de populations au Cameroun reste sous le joug de la pauvreté, des handicaps, des maladies et d'autres formes de souffrances. La quête sera donc un soulagement pour elles. L'église catholique souhaite que la collecte de cette année soit plus consistante. C'est la raison pour laquelle la campagne va intégrer un gala à la connotation festive le jeudi prochain. Une belle occasion pour tous ceux qui ont le cœur sur la main, de faire un geste en direction des personnes vulnérables. On voit donc par là que l'église, en dehors de sauver les âmes pour le paradis, mène aussi des actions pour assurer le bien-être des chrétiens et non chrétiens, en attendant leur départ du monde des vivants.

HOPITAL LAQUINTINIE

Le service des urgences réhabilité

Il a fait l'objet des travaux des premières journées scientifiques de cet hôpital à Douala, du 7 au 8 novembre. Sous le thème «Les urgences médico-chirurgicales», il était question de mettre à niveau l'ensemble des acteurs y prenant part. C'était aussi l'occasion de mettre de nouveaux résultats découverts dans le domaine à la disposition d'autres formations sanitaires, entre autres. L'objectif est d'améliorer la prise en charge des malades et de la comparer à celle d'autres hôpitaux.

FESTI-BIKUTSI

L'événement fait peau neuve

Pour son 20^e anniversaire, le festival international des musiques bantou aura lieu du 21 novembre au 1^{er} décembre à Yaoundé.

Corine Ewolo
(stagiaire)

La 20^e édition du Festi-bikutsi s'annonce riche en innovation sur plusieurs plans, notamment le plan spatial et temporel. Pour revenir à sa définition, c'est un événement musical annuel consacré principalement au bikutsi et autres rythmes des régions du centre et du sud Cameroun. Créé en 1995, le Festi-bikutsi apparaît comme étant l'un des festivals les plus courus du monde. En effet pour ses 20 ans, cet événement a fait peau neuve en matière de nom. Il est devenu le festival international des musiques bantou (Fimba). Afin de rassembler les peuples bantou d'Afrique sous le prisme spatial, le festival international des musiques bantou se déroulera à l'esplanade du stade Omnisports, contrairement aux précédentes éditions qui se sont tenues au Camp Sonel d'Essos. Enfin sur la durée, le festival se déroulera pendant dix jours et non plus trois. Ainsi, pour cette cure organisationnelle, le top management attend près de 4.000 personnes chaque jour. Cependant, il faut préciser que ce changement de nom positionne dorénavant le festival comme une plateforme de valorisation de musiques bantou d'Afrique et



camerounaises en particulier. Ce sera d'ailleurs une occasion pour les festivaliers de rencontrer des artistes de la sous-région et du Cameroun qui ont déjà confirmé leur présence sur la scène ; parmi lesquels Nguea La route, Minks ou encore Mani Bella. Soucieux de la relève, un podium sera mis à la

disposition de nouveaux talents qui aspirent à une carrière musicale. En dehors de la musique, le festival offrira aussi d'autres activités ludiques au public telles que : les jeux de Songo'o, le concours miss-master Fimba, la lutte africaine, la mode et bien d'autres choses. Cette édition

2018 du festival international des musiques bantou va rendre hommage aux artistes musiciens avérés et chevronnés. Pour ce faire, c'est Georges Seba qui sera mis au devant de la scène. Par ailleurs, René Ayina, considéré comme le directeur de cet événement, a pris l'initiative de démontrer le caractère mature de son événement. Fidèle dans ses principes, il apparaît comme étant le promoteur culturel dont la structure artistique est la seule à avoir résisté à l'assaut du temps. Pour cette occasion, une mutation sera opérée au niveau des prestations, car lors de la conférence de presse tenue le 18 septembre 2018, le directeur artistique avait pris la peine de déclarer que seuls les artistes ayant un spectacle bien garni seront autorisés à prester. Pour cette 20^e édition, un plateau sera aussi mis à la disposition des jeunes, afin d'assurer la relève, car, plusieurs vedettes de la musique camerounaise ont été révélées grâce au Festi-bikutsi. C'est le cas de Lady Ponce, Majoie Ayi, Lucky+2, Mani Bella. De ce fait, c'est l'entreprise spécialisée dans la fabrication des véhicules made in Cameroon qui aura le privilège d'être le principe sponsor de cet événement.

CRITERIUM AFRICAN 2018

Lady Ponce récompensée

Au cours d'une cérémonie de gratification des acteurs de la culture au sein de la diaspora, le 10 novembre à Bruxelles.

Joseph. Makon

Lady Ponce réaffirme tout le bien que l'on pense d'elle. Après plusieurs années de travail intense dans le domaine qu'elle a choisi, la musique, il était tout à fait logique qu'Adèle Ruffine Ngonon soit une fois de plus reconnue sur le plan international. Le Criterium africain, qui vient de lui remettre l'Oscar, est la plus grande messe culturelle des africains de Belgique et d'ailleurs. Elle se veut avant tout un événement de rassemblement des Disc Jockey (DJs) internationaux, d'artistes et promoteurs culturels de la diaspora. C'est davantage une occasion de rencontre, de découverte, de valorisation et surtout d'échanges d'expérience dans une atmosphère récréative et chic. La récompense que notre ponceuse nationale a reçue le 10 novembre lors de la 5^e édition de ces awards, vient non seulement la booster à être toujours au sommet de son art, mais surtout renforcer l'idée selon laquelle la culture camerounaise a son mot à dire dans le grand rendez-vous culturel international.

Remise du prix. Devant la fine crème du show et du biz africain venue du monde entier et réunie dans une salle totalement glamour, cette digne fille beti décroche dans le Royaume belge cet Oscar bien mérité au Criterium



africain de Belgique. À en croire la présentatrice, «c'est un oscar que Lady Ponce mérite bien» ; et, poursuit-elle, «c'est le fruit d'un dur labeur car, Lady Ponce c'est une véritable lionne du rythme du bikutsi». En invitant le docteur

Célestin des États-Unis d'Amérique à remettre la distinction à la Camerounaise, toute la salle vibrait aux multiples extraits des tubes de la Lady nationale. «C'est un plaisir pour moi de vous remettre ce prix, vous avez représenté votre pays, votre

continent, et c'est un honneur pour moi et ma famille de vous remettre ce prix que vous méritez entièrement.», a déclaré le docteur Célestin, en remettant ladite distinction à la ponceuse. C'en est donc suivi une série d'applaudissements, puis de séances photos avec les fans qui ne voulaient plus se séparer d'elle. Les artistes du Cameroun peuvent donc se targuer d'avoir de dignes représentants sur la scène internationale car il n'y a pas longtemps, des rumeurs fusaient de partout, réduisant la musique camerounaise en général, et le bikutsi en particulier, à «de la fainéantise sur le plan du choix du son et de la qualité du message». À la réalité, ces critiques dénoncent le manque de créativité des artistes du terroir qui ont tué leur génie au profit de la facilité que leur offre les technologies de l'information et de la communication, à travers des sonorités insipides et n'ayant parfois aucun rapport avec les canons de l'harmonie musicale conventionnelle. Lady Ponce, véritable fierté nationale consacre donc la musique bantou, constituée d'ayenga, de kop, de Minkul, de Mimbè et de Nyass (youyou, applaudissements, tam-tam, tambour et castagnettes) comme vitrine des cultures mondiales en Belgique pour l'année 2018.



MASTER DÉLOCALISÉ À YAOUNDÉ

ADRESSÉ AUX RESSORTISSANTS DES PAYS DE LA CEMAC ET DE IAI
(Bénin ; Burkina-Faso ; Cameroun ; Congo ; Cote-d'Ivoire ; Gabon, Niger ;
RCA ; Sénégal ; Tchad ; Togo, Guinée Equatoriale ; RDC)

**MASTER FRANÇAIS
DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE
(ESIREM)
PROGRAMME ADAPTE AUX TRAVAILLEURS**

**Master Informatique, spécialité :
« Sécurité des Systèmes Numériques »**

Date limite de dépôt de dossiers : *Jeudi 1er Novembre 2018 à 15 heures*

Diplôme exigé : *Au moins Bac + 3 en informatique ou en Télécom*

Lieux de dépôt de dossiers : *Siège IAI-Cameroun ou Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco)*

Heures de cours adaptées aux travailleurs : *Les cours auront lieu du mardi au vendredi de 16h30 à 20h30 et le samedi de 08h00 à 14h00. Le lundi sera journée libre.*

Préinscription : 190 000F CFA

Scolarité annuelle : 2 250 000F CFA



Bureau Information Agence Elig Essono (Près Immeuble Jaco)

Tél. +237 657 517 519 / 677 924 889

IFTIC-SUP

B.P. 33 384 Yaoundé, Awaé-escalier avant le Collège Père Monti
Tél. : +237 243 01 32 33 / 699 663 395 / 677 924 889 /
677 744 291 / 690 723 436
Agence d'Elig Essono après lmb. Jaco : Tél. : +237 657 517 519
Site web : www.iftic-sup.net e-mail : contact@iftic-sup.net





Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur
**INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES
 ARTS ET MÉTIERS**

RENTREE ACADEMIQUE
12 Novembre
2018



- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se poursuivent.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.
- Les inscriptions et le dépôt des dossiers se poursuivent dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkon

• **NOS FILIERES** •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /L/MINESUP/SG /DDES/ ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tel : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm